



Communiqué de presse

Mercredi 9 mai 2012

### **Parc National des Calanques : une création qui aurait pu être réussie ....**

**La création officielle du Parc National des Calanques, par décret du 18 avril 2012<sup>1</sup>, fixant la réglementation du cœur et approuvant la charte, a donné lieu à des satisfactions. Cependant, FNE, et sa fédération régionale l'URVN FNE PACA, attendaient un Parc National un peu plus à la hauteur des enjeux !**

Tout en saluant la création de ce dixième parc national permettant à la France de renouer en métropole avec cet emblématique outil de protection de la nature, FNE et l'URVN FNE PACA considèrent qu'acquérir l'image d'un parc national est une belle et noble chose, mais qu'en contrepartie, elle doit être aussi porteuse d'ambitions et en pleine adéquation avec les missions d'un tel outil et les enjeux terrestres et marins des Calanques. La déception est d'autant plus grande que l'avis du CNPN comportait de notables voies d'améliorations, mais qu'elles ont été minorées lors des consultations suivantes finales.

#### **Un périmètre qui aurait pu être cohérent**

Le périmètre du parc<sup>2</sup> comporte, pour le cœur, des incohérences, en n'intégrant pas la bande littorale autour du Frioul, qui apparaît comme un isolat biologique, alors qu'il forme un tout avec la mer et les herbiers de posidonie qui l'entourent. De sérieuses lacunes persistent, avec la faiblesse du cœur - partie "Est" -, qui pouvait s'étirer tel un gradient écologique allant du canyon marin de Cassidaigne à l'intérieur des terres jusqu'aux forêts de Font Blanche, complétant écologiquement et « paysagèrement » le cœur - partie Ouest -, plus en façade maritime.

Pour l'Aire Optimale d'Adhésion (AOA), prépondérante entre les deux cœurs, les enclaves non intégrées qui subsistent et la vocation générique "d'habitation ou d'activité économique" alors que celle admise de "développement durable et d'éducation à l'environnement" n'est même pas mentionnée, font douter de la solidarité territoriale et écologique qu'il faudrait pourtant y développer.

#### **Une réglementation qui oublie la protection de la nature**

La poursuite d'une chasse de loisirs en cœur constitue un précédent lourd pour l'histoire et l'avenir des Parcs Nationaux, surtout avec des pratiques comme les lâchers de gibiers de tir et la chasse à la glue, où même la capture d'appelants est maintenant autorisée. Les activités humaines en cœur demandaient de créer des zonages de conservation adaptée,

<sup>1</sup>[http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo\\_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20120419&numTexte=1&pageDebut=07048&pageFin=07056](http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20120419&numTexte=1&pageDebut=07048&pageFin=07056)

<sup>2</sup> Carte du décret : [http://www.gipcalanques.fr/racine/accueil/pratique\\_et\\_utile/cartotheque](http://www.gipcalanques.fr/racine/accueil/pratique_et_utile/cartotheque)

comme des réserves terrestres et/ou marines. Pourtant, ces réserves ne représentent que 0,22 % du cœur marin et 5 % du cœur terrestre (hors zonages pré-existants).

### **Une partie marine en recherche de cap ...**

Le parc des Calanques étant marin à 84 % pour 43 500 ha, l'encadrement des activités et la création de zonage de conservation sont fondamentaux. Si la réglementation du cœur prévoit l'interdiction de compétitions, le chalutage, raclant les fonds d'un cœur de Parc National, peut se dérouler sur des fonds situés au-dessus de 100 m de profondeur et se poursuivre pendant encore 15 ans.

Des objectifs de conservation (réserves et zones de non prélèvement) sont posés avec déjà des localisations, mais ils dépendent de la reprise juridique par la préfecture maritime, seule compétente, des hypothétiques propositions du conseil d'administration (CA) du parc et il manque une finalité surfacique à atteindre pour s'inscrire dans les standards internationaux que l'on est en droit d'attendre d'au moins 20 % dans un cœur de Parc National.

La qualité des eaux constitue un enjeu majeur, avec les rejets des stations d'épuration, dont l'amélioration repose sur des simples mesures partenariales, sans référence à la DCE. En outre, les rejets des boues rouges de Gardanne pourront malheureusement se poursuivre, car seul le rejet solide s'arrêtera en 2015.

### **Une gouvernance qui demandait à être exemplaire ...**

Sur 51 membres du conseil d'administration (CA), les APNE locales n'ont que trois sièges. La proportion officielle recherchée d'au moins 50 % de personnalités locales atteint là 82 % .... Le CA apparaît particulièrement déséquilibré et la voie de la protection du patrimoine naturel et la dimension nationale vont avoir du mal à s'exprimer. La mise en œuvre dynamique de la charte risque fort d'être laborieuse.

Déséquilibre aussi avec la répartition des pouvoirs entre le CA et le directeur. Le CA a des compétences réglementaires pour la chasse, la création de zones de conservation, la circulation, l'accès et le stationnement des véhicules, et les activités agricoles et pastorales, alors qu'on aurait pu s'attendre à ce qu'elles relèvent du Directeur.

Déséquilibre enfin avec le devenir du personnel de l'espace protégé du Frioul, alors que celui de Riou est repris par le Parc National.

**FNE et l'URVN FNE PACA prennent acte de la création de ce parc. Mais elles gardent une double interrogation : la gouvernance du CA et la charte permettront-elles de répondre aux missions d'un Parc National avec les enjeux écologiques des Calanques ? Les mesures réglementaires du cœur et les mesures partenariales impliquant la volonté et l'engagement de chacun seront-elles pleinement prises et appliquées ?**

**L'avenir le dira ! Les associations seront vigilantes, continueront à requérir des améliorations pour le Parc National des Calanques et n'hésiteront pas à s'exprimer tant au CA, malgré leur faible place, que par tout autre moyen !**